

Le secteur du lait en Italie par rapport aux autres pays méditerranéens (Espagne, Grèce, Portugal)

Patuelli V., Aragrande M.

in

Tisserand J.-L. (ed.).
Le lait dans la région méditerranéenne

Paris : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 6

1989

pages 35-50

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI000366>

To cite this article / Pour citer cet article

Patuelli V., Aragrande M. **Le secteur du lait en Italie par rapport aux autres pays méditerranéens (Espagne, Grèce, Portugal)**. In : Tisserand J.-L. (ed.). *Le lait dans la région méditerranéenne*. Paris : CIHEAM, 1989. p. 35-50 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 6)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Le secteur du lait en Italie par rapport aux autres pays méditerranéens (Espagne, Grèce, Portugal)

V. PATUELLI

M. ARAGRANDE

INSTITUT D'ECONOMIE ET POLITIQUE AGRICOLE
UNIVERSITE DE BOLOGNE, ITALIE

RESUME - En Italie, l'importante évolution démographique et l'augmentation du niveau de vie a eu pour conséquence une augmentation de la demande en produits laitiers. Toutefois, si le lait est considéré comme un aliment de pauvres, le fromage voit sa demande varier en fonction de la richesse du consommateur. La production du lait de vache, compte tenu des conditions climatiques, est surtout concentrée au nord qui est aussi la zone où la demande est la plus forte. Les tendances actuelles sont en faveur des produits nouveaux et notamment des yaourts et fromages blancs frais. Il existe un déficit important au niveau italien en matière principalement de fromage. Malgré le fait que le Portugal a le niveau le plus bas de consommation de produits laitiers, il est lui aussi fortement importateur. Il en est de même de l'Espagne et de la Grèce. Dans ce dernier pays, la production laitière est obtenue essentiellement à partir de petits ruminants (ovins et caprins) et est transformée en fromages. En conclusion, la partie la plus septentrionale de ces quatre pays méditerranéens ayant un climat chaud et semi-aride s'avère défavorable à la production laitière bovine. Leur manque de compétitivité les condamne à être importateurs de produits laitiers sauf dans le cas de produits de fabrication artisanale généralement à partir de lait de petits ruminants.

Mots-clés: production, demande, bovins, ovins, caprins, fromage.

ABSTRACT - «The dairy sector in Italy with respect to other mediterranean countries (Spain, Greece, Portugal)». Demographic evolution and improvement of living standards has increased milk consumption in Italy. If milk is considered as food of the poor, the demand for cheese varies according to the wealth of the consumer. Cow's milk production, given the climatic conditions, is mainly centered in the North of the country, which is also the area with the highest demand. Present trends go towards new products, mainly yoghurt and soft white cheeses. There is an important lack at this level in Italy, especially regarding cheese. In spite of the fact that Portugal has the lowest consumption level in dairy products, it is a highly importing country. The same is true for Spain and Greece. In Greece milk production comes mainly from small ruminants (sheep and goats) and is processed into cheeses. In conclusion, the most septentrional part of these four Mediterranean countries, having hot and semi-arid climates is unfavorable for cattle milk production. Their lack of competitiveness forces them to being importers of dairy products, except in the case of artisanal productions, generally from small ruminants milk.

Key words: production, demand, cattle, sheep, goats, cheese.

La demande des produits laitiers et fromagers

Pendant l'après-guerre, en Italie, d'importants phénomènes démographiques et économiques se sont produits, ayant une grande influence sur le niveau de vie des citoyens, en particulier, en ce qui concerne la consommation.

Entre 1951 et 1981, la population nationale a augmenté de plus de 10 millions d'habitants, atteignant actuellement 56,6 millions environ, avec une augmentation (moyenne annuelle composée) de 5 % (Tableau 1).

Durant la même période, le revenu national global (revenu net aux prix de marché) a augmenté, en termes réels (1), de 166.429,2 à 482.579,4 milliards de Lires. Le

revenu moyen annuel par habitant a, donc, augmenté de 3,4 millions de Lires pendant la décennie 1951-61 à 9,0 millions pendant la décennie 1970-1980. Pendant la période 1981-1985, cette valeur est montée à 10,3 millions de Lires. En conséquence de ces deux phénomènes, de croissance et développement, la valeur des biens de consommation a eu également une hausse notable: considérée globalement, elle a triplé, passant, en termes réels, de 120.000 à 392.500 milliards de Lires (Tableau 2). Selon la fameuse loi d'Engel, ce changement a concerné non seulement la quantité, mais aussi la structure interne de la consommation, au détriment de l'achat des produits alimentaires. En effet, cette dépense a légèrement doublé, passant de 53,7 à 121,3 mille milliards de Lires, tandis que l'incidence sur la consommation totale est passée de 44,7 % pendant l'après-guerre à 30,9 % pendant le quinquennat 1981-1985 (2).

Tableau 1

**CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS
ET FORMAGERS
Italie (1951-1985)**

	CONSOMMATION GLOBALE*		POPULATION 1.000	REVENU NATION. (mrd de £ 1.985)
	(q.* 1.000)	Individuelle (kg)		
1951-60	52.275	110	47.516	166.429,2
1961-70	83.951	164	50.624	322.861,7
1971-80	103.286	194	54.137	=
1981-85	131.129	234	56.557	482.429,4

* é.l.

Tableau 2

**PARTIE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE
SUR LA CONSOMMATION GLOBALE
Italie (1951-1985) (lire constante 1985)**

	CONSOMMATION (en mrd £ 1985)		a/b %
	a) alimentaire	b) globale	
1951-60	53.702	120.174	44,7
1961-70	86.902	206.960	42,0
1971-80	109.169	333.623	32,7
1981-85	121.312	392.483	30,9

Source: notre élaboration (9).

**La consommation de produits laitiers
et fromagers**

Parmi la consommation de denrées alimentaires, celle des produits laitiers et fromagers présente des caractéristiques spécifiques et se distingue à cause de son évolution temporelle et spatiale. La consommation globale de lait et de produits laitiers et fromagers, rapportés à «l'équivalent lait» (3) (ensuite: é.l.), a augmenté de 2,5 fois dans la période considérée, passant de 5,23 millions de tonnes dans la première sous-période (moyenne annuelle de la décennie 1951-1961) à 131,1 dans la quatrième (moyenne annuelle du quinquennat 1981-1985). La consommation individuelle a augmenté dans une mesure légèrement plus faible (de 210 %). Si l'on analyse cette tendance pour chaque produit, il est possible de constater que l'augmentation a été élevée pour la consommation de fromage (globale = 229 %; individuelle = 196 %) par rapport à celle de lait (globale = 169 %, individuelle = 155 %) et de beurre (globale = 175 %; individuelle = 147 %) (Tableau 3). En termes absolus, la

Tableau 3

**CONSOMMATION DE LAIT,
FROMAGES ET BEURRE
Italie (1951-1985)**

	LAIT		FROMAGES		BEURRE	
	Globale (qli*1000)	Indiv. (kg)	Globale (qli*1000)	Indiv. (kg)	Globale (qli*1000)	Indiv. (kg)
1951-60	28.443	54,2	3.802	7,8	726	1,5
1961-70	33.586	64,4	4.833	9,3	953	1,8
1971-80	42.147	75,9	6.848	12,3	1.177	2,1
1981-85	47.942	84,3	8.705	15,3	1.277	2,2

Source: notre élaboration (9).

consommation de lait par personne varie selon les sources statistiques de 80,5 (2,1985) à 84,6 kg/par an (9), tandis que celle de fromage oscille entre 12,1 et 15,8 kg/an.

Les analyses de consommation selon les «valeurs de dépense» sont possibles seulement si elles se rapportent aux données par l'Istituto Centrale di Statistica (Institut Central de Statistique), à partir des années 70 jusqu'à 1985 (2). Deux ans extrêmes, notamment 1974 et 1985, ont été choisis comme exemples, pour vérifier la distribution de la consommation entre les différentes classes de dépense et les changements qui se sont produits dans cette distribution pendant plus d'une décennie.

La différence de dépenses en produits laitiers et fromagers (limités aux deux catégories élémentaires de lait et fromage) entre les ménages à dépense plus élevée et ceux à dépense moins élevée (on pourrait dire par approximation entre les ménages les plus riches et les plus pauvres) était 1:5,9 en 1974 et elle est devenue 1:4,2 en 1985 (Tableau 4). Le décalage entre les deux tranches opposées de consommation s'est réduit, surtout dans la catégorie des fromages, passant de 1:4,5 à 1:3,2. Le décalage pour le lait, initialement moins marqué, a diminué dans une plus faible mesure, passant de 1:2,7 à 1:2,2. Cette évolution s'est confirmée en même temps que le nivellement des différences dans la consommation de produits alimentaires en général, dont les rapports de consommation, déjà mentionnés, entre les tranches opposées de dépense sont passés de 1:10 en 1974 à 1:5,4 en 1985.

Tandis que la tendance, en termes absolus, vers la croissance des dépenses en denrées alimentaires à partir des tranches les plus pauvres vers les tranches les plus riches reste une caractéristique constante du modèle de consommation, y compris la consommation de lait et fromage, en termes relatifs on peut souligner certaines tendances spécifiques.

En effet, l'incidence de la dépense en produits laitiers et fromagers sur les dépenses alimentaires varie entre extrêmes plus proches en 1985 par rapport à 1974: entre la tranche la plus pauvre et celle la plus riche cette variation est comprise

Tableau 4

DEPENSE DES MENAGES DE LAIT ET FROMAGE,
PAR CLASSE DE REVENU
Italia (1974)

CLASSE DE DEPENSE (£ 1.000)	CONSUMMATION DE: (index classe «jusqu'à 50» = 100)				a/c (%)	b/c (%)	d/c (%)
	a) Lait	b) Fromage	c) Alimentaire	d) (b + c)			
Jusqu'à 50	100	100	100	100	7,9	8,0	15,9
50-75	124	155	162	140	6,0	7,6	13,7
75-100	149	210	220	180	5,4	7,6	13,0
100-125	166	235	275	201	4,8	6,8	11,6
125-150	192	283	330	238	4,6	6,8	11,4
150-175	214	311	377	263	4,5	6,6	11,1
175-200	242	364	426	303	4,5	6,8	11,3
200-225	258	396	465	328	4,4	6,8	11,2
225-250	273	425	508	350	4,2	6,7	10,9
250-275	270	455	547	363	3,9	6,6	10,5
275-300	287	477	579	383	3,9	6,6	10,5
300-325	303	518	623	411	3,8	6,6	10,5
325-375	309	548	675	429	3,6	6,5	10,1
375-425	325	578	731	452	3,5	6,3	9,8
425-500	342	629	794	487	3,4	6,3	9,7
500-575	347	661	851	505	3,2	6,2	9,4
575-650	370	721	954	547	3,1	6,0	9,1
plus de 650	383	800	1099	593	2,7	5,8	8,5
TOTALE	266	450	555	359	3,8	6,5	10,2

Source: notre élaboration (2).

Tableau 5

DEPENSE DES MENAGES DE LAIT ET FROMAGE,
PAR CLASSE DE REVENU
Italia (1985)

CLASSE DE DEPENSE (£ 1.000)	CONSUMMATION DE: (index classe «jusqu'à 400» = 100)				a/c (%)	b/c (%)	d/c (%)
	a) Lait	b) Fromage	c) Alimentaire	d) (b + c)			
Jusqu'à 400	100	100	100	100	6,5	7,1	13,6
400-600	123	147	155	135	5,2	6,7	11,9
600-800	149	191	202	171	4,8	6,7	11,5
800-1000	186	238	247	213	4,9	6,8	11,7
1000-1200	205	272	283	240	4,7	6,8	11,5
1200-1400	233	303	320	269	4,8	6,7	11,5
1400-1600	246	361	352	306	4,6	7,3	11,8
1600-1800	260	381	384	323	4,4	7,0	11,5
1800-2000	282	393	410	340	4,5	6,8	11,3
2000-2200	288	429	431	361	4,4	7,0	11,4
2200-2400	283	419	433	354	4,3	6,9	11,1
2400-2600	285	449	459	370	4,1	6,9	11,0
2600-2800	310	496	491	407	4,1	7,2	11,3
2800-3000	317	496	506	410	4,1	6,9	11,0
plus de 3000	312	522	540	421	3,8	6,9	10,6
TOTALE	224	320	329	274	4,5	6,9	11,4

Source: notre élaboration (1), (2).

entre 15,9 et 8,5 % en 1974 et entre 13,6 et 10,6 % en 1985. Ces données confirment le rapprochement des différences de consommation, déjà mentionnées. Cependant, il faut noter que ce phénomène a conduit à une standardisation de l'incidence en pourcentage de la dépense en fromages (qui, en 1985, est devenue une constante fixe de la dépense en produits alimentaires, comprise entre 6,8 et 7,3 %). D'autre part, en ce qui concerne l'incidence de la dépense en lait, il y a encore un écart notable entre les tranches opposées (entre 6,5 et 3,8 % en 1985).

Cela confirme, bien qu'en général, la constatation selon laquelle le fromage continue à être classifié comme un produit «riche» ou relativement riche, par rapport au lait, qui peut être considéré comme un produit décidément «pauvre». Des études récentes sur l'élasticité de la demande de ce produit par rapport au revenu (1) ont montré des valeurs qui s'élèvent à 0,484 environ. Il n'y a pas d'études analogues concernant la catégorie des fromages. Toutefois, pour les produits de type «grana» (parmesan), qui constituent une partie traditionnelle considérable de la consommation en Italie, l'élasticité par rapport au revenu est proche de 1 (5).

Les facteurs déterminants de la consommation

Outre par l'évolution démographique et du revenu, la consommation de lait et de ses dérivés, en Italie, est caractérisée aussi par des *différenciations territoriales*.

En général, la consommation est caractérisée par un niveau supérieur au Nord, par rapport au Centre et au Sud. Si l'on considère que la consommation nationale moyenne mensuelle par tête est égale à 100, la consommation de lait est de 112,5 au Nord, 96,5 au Centre et 85,9 au Sud. La situation concernant les fromages est similaire, bien que plus inéquitable, et caractérisée par un niveau de consommation plus élevé au sud qu'au Centre. (Tableau 6).

Cette situation générale se différencie à son intérieur à cause de la tendance différente suivie par l'évolution de la consommation dans chaque circonscription territoriale prise en considération.

Le tableau 7 met en évidence, en effet, des valeurs extrêmement modestes de croissance pour le Nord, désormais stabilisées sur des modèles de consommation assez élevés. Par contre, il montre une évolution vers la croissance beaucoup plus marquée par rapport à la moyenne nationale dans les deux autres circonscriptions, notamment le Centre

Tableau 6

INDEX DE LA CONSOMMATION MENSUELLE DE LAIT ET DE FROMAGES PAR PERSONNE

(Moyenne 1975-1985. Italie = 100)

	Nord	Centre	Sud	ITALIE
Lait	112,0	96,5	85,9	100
Fromages	125,1	82,4	89,5	100

Tableau 7

AUGMENTATIONS MOYENNES ANNUELLES DE LA CONSOMMATION PAR PERSONNE

Période 1975-1985. (%)

	Nord	Centre	Sud	ITALIE
Lait	0,33	1,25	1,50	0,93
Fromages	0,13	1,87	1,18	0,92

et le Sud. Tout cela dans le cadre d'une augmentation moyenne annuelle à niveau national, légèrement inférieure à 1 %, pour la décennie prise en considération.

Cette situation est due à des causes de nature différente. Il est possible d'indiquer les plus importantes d'entre elles en schématisant.

L'effet revenu, susmentionné, peut expliquer, en partie, également la différenciation territoriale de la consommation. Du point de vue historique, en Italie, le Centre et le Sud, en particulier, sont les régions les moins développées, ou sous développées, par rapport à la moyenne nationale et, à fortiori, par rapport au Nord du pays, qui joue un rôle économique très important. Cette caractéristique se traduit, généralement, par des revenus plus bas, en termes absolus (4) (mais occasionnellement croissants avec des taux plus élevés par rapport à la moyenne) et en des taux de croissance démographique plus élevées. Suite à ces deux facteurs (croissance démographique et de revenu), les produits laitiers et fromagers ont vraisemblablement concernés de nouvelles tranches sociales de consommation, qui ont émergées à la suite de changements dans le modèle d'alimentation traditionnelle et dans les conditions matérielles de vie.

En ce qui concerne le lait de vache, ce modèle s'est produit dans ces régions et a correspondu à un manque de matière première, dû essentiellement à une *répartition territoriale très inéquitable de la production*.

On reviendra après, plus en détail, sur les caractéristiques

structurales de la production. Pour le moment, en anticipant il est possible de souligner que la production est —on pourrait dire historiquement— concentrée 70-80 % dans quatre régions du Nord (Lombardie, Emilie Romagne, Vénétie, Piémont); tandis que les autres régions ne contribuent que d'une façon très limitée à la production nationale. Tout cela a naturellement déterminé une propension à consommer une quantité plus réduite de ces produits, surtout frais, comme par exemple le lait et, en même temps, une propension à consommer une plus grande quantité de produits transformés, notamment les fromages, dû au manque d'une diffusion généralisée de technologies de conservation et transport du produit frais.

Ce modèle correspondait aux conditions de vie et au niveau technologique dans la période d'avant-guerre. Surtout à partir des années Soixante, *L'innovation technologique*, elle-même, a bouleversé ce modèle, grâce à l'introduction des méthodes de conservation et de stérilisation du lait alimentaire, à la diffusion de la chaîne du froid et à de nouvelles formes de conditionnement. Cette évolution a permis une diffusion plus étendue de la consommation, tant à niveau territorial, à cause de la possibilité de transporter les produits des régions excédentaires aux régions déficitaires; qu'au niveau commercial, à cause de l'extension de la chaîne de distribution au-delà des magasins spécialisés (crémeries).

Les récentes tendances de la consommation

Nous allons aborder maintenant les récentes tendances de la consommation, nous nous référons à certains produits, pendant les années 1980-85. En particulier, nous allons traiter le sujet du lait, d'importants produits frais (yaourt) et des fromages. Nous ne traiterons pas les autres produits, tels que le beurre, la crème et les desserts, à cause de l'importance négligeable que les consommateurs italiens y accordent. Cela se vérifie aux bas niveaux de consommation, en même temps que des évolutions de marché pratiquement stationnaires, ou même régressives (6).

En 1985, la répartition globale de la consommation en produits laitiers et fromagers, selon les principales catégories de produits est de 78,5% pour le lait et 15,7% pour les fromages (12). D'autres parts de consommations beaucoup plus réduites sont partagées parmi les autres produits indiqués dans le Tableau 8.

L'évolution de la consommation pour les produits considérés globalement a déjà montré des signes de fléchissement, contredisant ainsi, à niveau général, la tendance constatée, vers la croissance, à longue échéance. La diminution de la consommation totale (en é. l.), aussi bien qu'individuelle, est de 11,3% environ, calculée entre les années extrêmes de la période (Tableau 9). Cependant, si l'on analyse cette tendance par groupes individuels de produits, des différences significatives se révèlent.

Pour certains produits, la consommation apparaît résolument récessive: notamment, pour les desserts, la crème de lait et le lait, en général, comme déjà mentionné. D'autre

Tableau 8

**DONNEES FINALES RELATIVES AUX PRODUITS
LAI TIERS ET FROMAGERS PARTAGES
PAR TYPE**

(Pourcentage de la consommation totale - 1985)

Lait		78,5	Graisses		3,7
— entier	44,5		— beurre	1,5	
— part. écrémé	31,7		— margarine	2,2	
— écrème	2,3				
Crème		0,4	Yaourt		1,8
Fromage		15,7	Desserts		0,2
— frais	4,3				

Source: Notre élaboration (12).

Tableau 9

**VARIATION DE LA CONSOMMATION PAR GROU-
PES DE PRODUITS**

(1985/1980 %)

Produits	Consommation Totale		Consommation part tête	
Lait	-14,3		-14,9	
— entier		-33,9		-34,3
— part. écrémé		+37,9		+39,4
— écrème		+26,9		+26,3
Crème	-72,9		-61,5	
Fromages	+4,6		+12,6	
— frais		+58,0		+57,1
Graisses	+2,00		+2,7	
Yaourt	+75,9		+38,4	
Desserts	-23,5		-33,3	
TOTAL	-11,3		-11,3	

Source: Notre élaboration (12).

part, il y a des produits qui suivent une tendance nettement positive, tels que, en premier lieu, la catégorie des yaourts et des fromages. Parmi les différents types de lait, une part nettement croissante de la consommation est constituée par le lait partiellement écrémé. Celui-ci a absorbé, en moyenne, pendant la période quinquennale en question, 29,5% de la consommation totale de lait (après le lait entier, avec 68,2%) et il est monté à 39,5% en 1983-84. Pendant la même période une plus grande consommation de produit écrémé a été enregistrée: sa part dans la consommation totale de lait représente, en effet, 2,2%, pendant la période quinquennale en question, et 3,1% environ, pendant les deux dernières années. En ce qui concerne le lait traité hygiéniquement, il faut, enfin, noter que la consommation de produit à longue

conservation a continuellement augmenté au détriment du lait pasteurisé; en 1984 les parts sont respectivement 51,7% pour le premier et 48,3% pour le deuxième. Tandis que dix ans auparavant (1975), ces pourcentages étaient renversés (7). Pour ce qui est des fromages la tendance de consommation positive révèle, si elle est classée par typologies, une croissance particulièrement intéressante des produits frais.

La structure de consommation des fromages, pour ce qui est des valeurs de dépense, montre une répartition pratiquement équitable parmi les différentes typologies: grana 27,3%, fromages frais 23,6%, produits similaires au grana et à pâte semi-dure 20,9%, mous 20,9%, à étaler et à couper en tranches 7,3%.

En Italie, les fromages à pâte dure, surtout ceux similaires au grana, occupent une place prédominante dans la consommation. Toutefois, pendant le quinquennat pris en considération, les produits frais représentent une partie croissante de la consommation. En effet, ils sont passés de 21,0 à 27,5% de la consommation globale des fromages. Une partie considérable dans la consommation de fromages frais et mous est constitué par la mozzarella (70%). Sa consommation est liée à des habitudes alimentaires très répandues parmi les ménages. La différenciation territoriale de la consommation de ces fromages reflète la région d'origine du produit, qui est souvent liée d'une façon assez précise à la dénomination ou au caractère typique local.

Si, en plus de cela, on considère «le succès» des yaourts, on a le cadre complet d'une tendance clairement en cours qui favorise, en général, les produits ayant un goût nouveau et tendant au neutre. Les yaourts, même si consommés en des quantités encore limitées, révèlent une évolution très dynamique, avec des augmentations très élevées, surtout dans la consommation globale. Cela indique que de nouvelles tranches et typologies de consommateurs sont facilement attirées par ce produit, qui est largement considéré comme spécifique des nouvelles typologies de consommation. Dans la consommation, un rôle prédominant serait joué par les femmes; plus de 60% des consommateurs est constitué par des personnes jeunes ou relativement jeunes (entre 15 et 44 ans); 64% du produit se situe au Nord, du point de vue territorial; et plus de 60% est commercialisé par les nouvelles chaînes de distribution (les self-service et les supermarchés) (12). Pour terminer, on peut, donc, affirmer qu'en Italie, aussi bien que dans les autres pays européens, des tendances de consommation de type soi-disant évolué se manifestent et apparaissent étroitement liées au changement des conditions matérielles de vie, y inclus les habitudes alimentaires. Elles ont, en effet, beaucoup changé, suite aux différentes conditions familiales et de travail, qui mènent souvent à privilégier, pour des raisons évidentes d'avantages pratiques, les repas rapides, qui sont souvent pris dans des lieux de restauration collective, où les produits laitiers occupent une place privilégiée, grâce au caractère pratique et facile de leur consommation et à la légèreté de leur goût. De ce point de vue, la possibilité de renouveler et différencier facilement les produits, selon le goût (comme dans le cas des yaourts), selon le conditionnement et, en général, selon l'image du produit, n'est pas à négliger. A cet

égard, la publicité (l'advertising) et la confection (le packaging) se révèlent comme des éléments de plus en plus importants, au but de conquérir de nouveaux marchés. Toutefois, le trait caractéristique de la consommation, même pour les produits innovateurs, demeure l'élément territorial. En effet, il ne change que d'un façon très graduelle, sous l'influence du développement technologique et du changement des modèles économiques et culturels de vie.

L'offre des produits laitiers et fromagers

L'évolution de la consommation nationale a comporté des changements considérables dans la production et le commerce extérieur, dans le but de satisfaire une demande intérieure croissante. Comme déjà mentionné, la production laitière en Italie n'est pas à même de satisfaire une demande intérieure croissante. Il ne s'agit pas d'une situation conjoncturelle, mais au contraire, d'un déficit qui s'est consolidé depuis la réalisation du Marché Commun Européen et qui, dès lors, est devenu un fait invétéré et structurel.

Parallèlement à l'expansion de la production intérieure, on a fait de plus appel à l'importation de produits laitiers et fromagers. Il est possible de cerner les points généraux du problème, à travers une évaluation globale de la production et de la consommation, comme montré dans le tableau 11. D'où une consommation globale de produits laitiers et fromagers, considérés simplement en «é. l.» a été 14,65 millions de tonnes environ, dont 48,5% consommé au Nord, 17,9 % au Centre et 33,5% au Sud. Une production de 9,94 millions de tonnes en é.l. correspond à cette consommation, avec un écart de 32% de demande insatisfaite, à niveau national, équivalente à 4,71 millions de tonnes. Si l'on analyse les différentes circonscriptions géographiques, on peut observer, en réalité, un excédent de 9% par rapport à la demande au Nord, et un déficit respectivement de 69,9% et de 71,2% au Centre et au Sud. Malgré l'approximation de cette évaluation, ces chiffres reflètent les tendances réelles. En effet, le cadre est complété avec les importations nettes, qui, pendant la même période (moyenne 1985-86), ont été de 4,84 millions de tonnes en é. l. (5). (Tableau 10).

Après cette introduction, nous allons, maintenant, traiter individuellement les traits caractéristiques et l'évolution du secteur de la production, de l'industrie de transformation et du commerce avec les autres pays de la CEE.

La production

En 1985-86, la production italienne de lait de vache a frisé les 10 millions de tonnes (8). D'un point de vue économique, cette quantité a une incidence de 26,1% sur le P.B. (Produit Brut) zootechnique et de 10,4% sur le P.B. total, à niveau national. Cette quantité a été atteinte à partir d'une tendance positive, en moyenne, caractérisée par un taux de croissance moyenne annuelle proche de 1%. Donc, à partir de 1959-60, la production s'est accrue de 35% au total. Cette évolution a été particulièrement dynamique pendant les années 70 jusqu'au début des années 80. Au

Tableau 10

EVALUATION DEL'AUTO-APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS LAITIERS ET FROMAGERS* PAR GRANDES REGIONS

Donnes en millions de quintaux de é. l.

	ITALIE	Nord	Centre	Sud
1973				
a-Consommation	132,1	69,0	23,0	40,4
b-Production	88,7	70,3	6,3	12,1
c-Solde (b — a)	—43,4	1,3	—16,7	—28,3
1980				
a-Consommation	134,4	67,7	23,5	43,2
b-Production	95,2	77,4	3,2	14,6
c-Solde (b — a)	—39,2	9,7	—20,3	—28,6
1985				
a-Consommation	146,5	71,0	26,3	49,1
b-Production	99,4	77,4	7,9	14,1
c-Solde (b — a)	—47,1	6,4	—18,4	—35,0

* Sauf lait en poudre.

Source: Notre élaboration (1), (2), (9).

cours de cette période, une croissance moyenne proche de 2% par an a été enregistrée (13). Durant la même période, des évolutions significatives des tendances de rendement et de consistance du troupeau productif ont été relevées (Tableau 11).

En effet, le nombre des vaches laitières a diminué de 38% environ, passant de 4,7 à 2,9, millions de têtes de bétail. Cela conduit naturellement à conclure que l'augmentation de la production n'est due, globalement, qu'à l'accroissement des rendements individuels. Ils ont, en effet, plus que doublé, passant de 15,5 à 34,0 quintaux/tête/an. En réalité, pendant la première décennie, l'accroissement de production est dû presque exclusivement à la consistance accrue du cheptel bovin laitier (13). Ce n'est que vers la fin des années 60, qu'il commence à enregistrer un déclin, qui s'est maintenu pratiquement constant et homogène jusqu'à nos jours, confirmant, ainsi, l'affirmation précédente.

Il convient d'analyser également les aspects territoriaux de cette évolution. Comme déjà susmentionné, en Italie la production laitière est répartie d'une façon extrêmement inéquitable. En 1986, 70,6% est concentrée dans les quatre premières régions productrices (Lombardie 31,7%, Emilie-Romagne 18,1%, Vénétie 12,0%, Piémont 8,7%), qui occupent à peine 21% de la surface productive. Ces régions occupent la quasi totalité de la surface plate, et en tout cas la totalité de la Plaine du Pô, notamment la région à plus haute vocation et intensité agricole, et en particulier zootechnique, du territoire national. Si l'on schématise cette analyse par zones géographiques, on peut noter que le Nord

contribue actuellement à la production totale de lait de vache avec plus de 77%, le Centre avec 7,5% et le Sud avec le restant 14,5%. Cette position prédominante du Nord dans la production laitière est un trait saillant qui est depuis longtemps bien consolidé, mais qui s'est dernièrement atténué. En 1959-60, 84% de la production laitière nationale était imputable au Nord, contre 7% du Centre et 9% du Sud. Si, d'une part, l'accroissement de la production totale, enregistré pendant la période en question (+2,58 millions de tonnes), a été de 60% environ au Nord et de 30% au Sud, il faut néanmoins considérer que dans cette circonscription la production est passée de 6,3 à 14,1 millions de tonnes. Dans la cadre de la tendance générale à l'accroissement de la production, les aspects relativement plus significatifs du phénomène se sont, donc, produits au Sud du pays. Ici, contrairement à la tendance moyenne (qui reflète de très près l'évolution du cheptel bovin et des rendements du Nord), il semble que l'accroissement du cheptel ait nettement contribué à l'élargissement de l'offre, au moins jusqu'au début des années 80 (13).

Les résultats économiques de cette évolution sont illustrés par les valeurs atteintes au cours de cette période par la part de lait de vache dans la production totale. Estimée en Lires constantes (Tableau 12), sa valeur a augmentée de 2,3 fois contre un accroissement de 1,6 du P. B. total, dont elle représente actuellement 10,4% (contre 7,4 % en 1959-60). A cet égard également, les augmentations majeures en valeur ont été enregistrées dans la région du Sud. Tandis qu'au Nord et au Centre, l'augmentation en valeur réelle en 1985-86 est restée autour de 200-218 %, par rapport à 1959-60, au Sud, au contraire, elle a quadruplé (447 %), correspondant ainsi à plus de 4 % du P. B.

A son tour, la structure de l'entreprise a changé, comme il apparaît des données des deux derniers recensements (1970 et 1982). En 1982 il y avait 331.000 exploitations, qui élevaient 2,6 millions environ de vaches laitières. 66 % des exploitations avait une surface inférieure à 10 ha et élevait 34% de vaches laitières, atteignant une dimension moyenne de 4 têtes/exploitation. Si l'on considère le

Tableau 11
NOMBRE DE VACHES, PRODUCTION ET RENDEMENT PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Année	NORD			CENTRE			SUD			ITALE		
	Product.	Nombre	Rend.	Product.	Nombre	Rend.	Product.	Nombre	Rend.	Product.	Nombre	Rend.
1959-1960	61.762.700	3.182.300	19	5.049.500	821.350	6	6.384.350	717.525	9	73.196.550	4.721.175	16
1969-1970	65.558.000	2.537.380	26	6.097.435	255.935	24	10.286.175	652.840	16	81.941.610	3.446.155	24
1979-1980	76.725.050	2.349.150	33	5.380.750	205.150	26	13.735.900	520.100	26	95.841.700	3.074.400	31
1985-1986	77.083.500	2.298.950	34	7.724.000	223.250	35	14.173.000	392.500	36	98.980.500	2.914.700	34

Production en quintaux; rendements en kg. par vache.
Source: Notre élaboration (8), (9), (10).

Tableau 12
PRODUIT BRUT DU LAIT PAR REGIONS GEOGRAPHIQUES
(Par rapport au PB zootechnique et global - mio £)
Italie (1959-1985)

	1959 - 60			1969 - 70			1979 - 80			1985 - 86		
	Lait	Zootec.	Global	Lait	Zootec.	Global	Lait	Zootec.	Global	Lait	Zootec.	Global
Nord	196.795	690.775	1.616.332	465.260	1.551.419	2.966.668	2.186.145	7.016.422	13.051.927	4.016.792	13.318.947	24.193.933
Centre	21.622	207.072	578.822	42.868	345.161	939.667	220.283	1.562.021	4.007.982	406.983	2.560.057	7.184.612
Sud	18.044	217.399	1.064.778	73.788	485.683	2.286.755	379.853	2.362.445	9.819.690	755.320	3.951.127	18.307.582
ITALIE	236.460	1.115.246	3.259.932	581.916	2.382.263	6.193.090	2.786.280	10.940.887	26.879.598	5.179.095	19.830.131	49.686.127

Source: Notre élaboration (8), (9), (10).

nombre total des têtes et des élevages cette valeur atteint 7,9 têtes/par exploitation.

Ces données structurelles, même si elles indiquent une dispersion considérable, représentent toutefois un progrès par rapport à 1970 (date du recensement précédent), quand la dimension moyenne n'était que de 4,7 têtes/par exploitation.

Les données du recensement, elles-mêmes, montrent que cette adaptation structurelle a eu lieu au prix d'une réorganisation considérable, qui a comporté la réduction de moitié du nombre (-46,8%) des exploitations et une réduction de 9,4% du cheptel. Du point de vue territorial, tant les zones altimétriques (Tableau 13) que les circonscriptions territoriales (Tableau 14) peuvent être prises en considération.

Dans les deux relèvements, la répartition en pourcentage des exploitations et des têtes, par zone altimétrique, demeure assez constante: en 1982, 52% des têtes de bétail et 31% des exploitations étaient situées dans la plaine, tandis que le reste de l'élevage était distribué uniformément en colline et en montagne. Par conséquent, les dimensions moyennes sont extrêmement différentes entre les zones montagneuses (5-6 têtes/par exploitation) et la plaine (13,2). Dans l'intervalle entre les deux recensements, c'est surtout dans la plaine que la reconversion a eu plus d'effets, où le nombre des exploitations a été fortement réduit de moitié et le cheptel a été, lui aussi, réduit dans une mesure proche à la moyenne.

Quant aux circonscriptions, au Nord (qui comprend la

Tableau 13
ELEVAGES A LAIT PAR ZONES ALTIMETRIQUES

	1970		1981	
	vaches à lait	élevages	vaches à lait	élevages
Montagne	566.960	184.456	544.505	109.562
Colline	750.138	207.994	704.015	117.859
Plaine	1.563.969	226.512	1.372.405	103.645
TOTALE	2.881.067	618.962	2.620.925	331.066
en %				
Montagne	20	30	21	33
Colline	26	34	27	36
Plaine	54	37	52	31
TOTALE	100	100	100	100
nr. de vache à lait par élevage				
Montagne		3,1		5,0
Colline		3,6		6,0
Plaine		6,9		13,2
TOTALE		4,7		7,9

Source: Notre élaboration (6).

Tableau 14
ELEVAGES A LAIT PAR ZONES
GEOGRAPHIQUES

	1970		1981	
	vaches à lait	élevages	vaches à lait	élevages
Nord	2.222.725	425.490	1.908.010	202.206
Centre	225.977	65.264	196.857	34.766
Sud	446.154	131.711	516.058	94.124
ITALIE	2.894.856	622.465	2.620.925	331.096
en %				
Nord	76,8	68,4	72,8	61,1
Centre	7,8	10,5	7,5	10,5
Sud	15,4	21,2	19,7	28,4
ITALIE	100,0	100,0	100,0	100,0
nr. de vache à lait par élevage				
Nord		5,2		9,4
Centre		3,5		5,7
Sud		3,4		5,5
ITALIE		4,7		7,9

Source: Notre élaboration (6).

majeure partie des plaines) se concentrait 72,8% des têtes et 61,1% des élevages, avec une dimension moyenne de 9,4 têtes/par exploitation (qui atteignait 17,8 en Lombardie et 12,3 en Emilie), tandis que le reste de l'élevage est réparti dans les régions du Centre et du Sud (avec une incidence plus nette dans les zones montagneuses), avec une dimension moyenne de 5,7-5,5 têtes/par exploitation. La réorganisation plus remarquable est effectuée au Centre-Nord (avec une réduction de moitié des unités de production). Tandis qu'au Sud, comme déjà mentionné, on a eu un accroissement de 15,6% des têtes de bétail élevées et une réduction de 28,5%, du nombre des élevages.

L'industrie de transformation

Actuellement, la majeure partie du lait produit dans les élevages nationaux (80,9%) est utilisée par l'industrie de transformation; tandis que, un peu plus de 19% est utilisé à l'intérieur des exploitations de production, elles-mêmes. Dans l'industrie de transformation, les établissements et les centrales laitiers jouent le rôle principal, en travaillant 45% du lait produit, en même temps que les coopératives de production, avec 29% (Tableau 15). En ce qui concerne l'utilisation, 42,7% du lait est adressé à la consommation directe, et 57,3% est transformé en dérivés. Une première observation s'impose, et notamment que, en termes absolus, les quantités travaillées se sont accrues pour les deux destinations, bien qu'en termes relatifs la part transformée en produits dérivés ait pris de plus en plus d'importance. Pour ce qui est de l'utilisation directe, nous nous rapportons à ce

Tableau 15
UTILISATION DU LAIT DE VACHE.
Italie (1983)

	Quantité(q.li*.000)	%
Exploitations agricoles	19.391,5	19,1
Livraisons	81.891,5	80,9
dont:		
Cooperatives	29.814,2	29,4
Etablissements d'expl. agr.	1.226,3	1,2
Fromageries et central du lait	46.597,0	46,0
Centres de recolte	4.254,0	4,2
Totale	101.283,0	100,0

Source: Notre élaboration (8).

qui a déjà été dit à propos du développement de la consommation. A cet égard, il est intéressant de noter que la part de lait stérilisé, bien qu'elle soit inférieure en termes absolus, a gagné de plus en plus de terrain au cours de la dernière décennie par rapport à la part de lait destinée à la consommation immédiate.

Les aspects structureaux de l'industrie de transformation reflètent d'un certain point de vue, ceux de la production.

Selon les données du dernier Recensement Industriel (1981), le secteur lié au traitement et à la transformation du lait occupe 43.867 employés, distribués dans 4.967 entreprises (14). Dans la catégorie, des entreprises qui embauchent jusqu'à 10 employés, il y a 79,1% des entreprises industrielles, 96,5% des entreprises qui dépendent des exploitations agricoles et 88,1% des entreprises associées. Cela influence notablement l'index de la dimension moyenne, qui se situe un peu au dessous de 9 employés/par entreprise. Il y a dix ans, c'est-à-dire lors du précédent recensement, la situation n'était pas très différente. A cette époque-là, il y avait 47.640 employés en 5.565 entreprises, avec une moyenne de 8,5 employés. Plus récemment, deux réalités bien différentes ont été distinguées. Les entreprises qui s'occupent du *traitement hygiénique* du lait ne sont que 6,9% du total, avec une moyenne de 27 employés environ. Cela est une dimension très supérieure aux niveaux relatifs à l'*industrie de transformation* proprement dite, où la dimension moyenne n'est que de 7,5 employés/par entreprise. L'explication de cette différence peut être trouvée, probablement, dans la typologie commerciale du produit final des deux secteurs: les entreprises du premier groupe traitent le lait alimentaire destinée à la consommation immédiate, avec une production qui, indépendamment du traitement hygiénique auquel elle est soumise, est à haut contenu technologique et nécessite, donc, souvent, des dimensions convenables de production (comme dans le cas de la pasteurisation), à fin d'atteindre des niveaux économiquement avantageux. Dans cette catégorie, on trouve souvent les centrales laitières au service de grands centres urbains et le petit nombre de sociétés

italiennes, qui disposent de chaînes de distribution à niveau national.

Dans la deuxième catégorie se situe toute une série de producteurs qui réussissent à conquérir leur place dans le marché, grâce à des produits qui se distinguent pour leur caractère, souvent artisanal, lié à un certain type de travail, à une marque et à des traits saillants, qui sont facilement reconnaissables. En outre, le développement structural qui s'est effectué au cours des dernières années dans le secteur ne semble pas confirmer cette tendance, comme il résulte de la comparaison entre les données des deux derniers recensements de l'industrie.

Cette comparaison n'est possible que par rapport à l'aspect juridique des entreprises de transformation. Il est, donc, possible de constater une réduction des entreprises industrielles (—5,5 % en unités de production et —27,0 % des employés, avec une diminution de la dimension moyenne entre 13,9 et 10,7 employés) et de celles associées (—32,8 % des unités avec un nombre constant des employés, avec une augmentation de la dimension moyenne de 4,2 à 6,2 employés) et, en même temps, une modeste mais significative croissance de la transformation en exploitations agricoles, qu'on pourrait définir de type artisanal: +24,7 % des entreprises et +15,4 % des employés, avec le maintien de la dimension moyenne constante de 2,8 employés.

Il semble, enfin, utile de mentionner une tendance en cours dans l'industrie agricole et alimentaire, en particulier dans le secteur laitier et fromager, concernant la présence croissante de sociétés industrielles étrangères. Cette tendance est particulièrement évidente dans le marché des fromages frais, dont 70 % est dominé par trois groupes industriels, notamment: deux multinationales avec une participation française et allemande (Kraft-Invernizzi et Nestlé-Locatelli). Au total, on peut estimer que 40 % environ du chiffre d'affaires des grandes entreprises italiennes est contrôlé par le capital étranger (14).

En ce qui concerne la répartition géographique de l'activité de transformation, elle semble correspondre au cadre déjà tracé pour le secteur productif (tableau 16). A cet

Tableau 16
REPARTITION GEOGRAPHIQUE
DES ENTREPRISES, DES UNITES LOCALES
ET DES EMPLOYES.
Données en pourcentage - 1981

Circonscriptions	entreprises	unités locales	employés	employés /entreprise
Nord	59,9	60,4	58,3	9,3
Centre	5,9	5,9	11,0	16,6
Sud	34,2	33,7	33,7	5,3
ITALIE	100	100	100	8,9

Source: Notre élaboration sur la base de données Istat et (14).

égard, la dispersion des entreprises est évidemment plus marquée au Sud, en particulier, où sont enregistrées les dimensions moyennes de l'entreprise les plus réduites.

Le commerce extérieur

Malgré les augmentations enregistrées au cours des vingt dernières années, la production laitière nationale, comme déjà mentionné, n'est pas allée du même pas que l'augmentation de la consommation. D'où la nécessité d'avoir de plus en plus recours aux importations pour faire face aux besoins intérieurs insuffisants. Ces importations proviennent presque exclusivement d'autres pays européens (Allemagne, France, Hollande), à cause des réglementations

communautaires en vigueur, axées sur le principe des préférences.

Pendant la période 1985-86, les importations en «é. l.» étaient constituées par 48,4 % de lait et crème (frais ou d'autre type), 50,5 % de fromages et 1,0 % d'autres produits (beurre, sérum, etc.). En valeur, les importations s'élevaient à 2.776,5 milliards de liras courantes (Tableau 17 a. b.), dont 48,3 % dues au lait et 42,8 % aux fromages. Les exportations en é. l. s'élevaient à 256,52 millions de tonnes pour une valeur globale de 195 milliards de liras environ, dont 93 % environ comprenait des fromages pour la plus part à pâte dure ou semi-dure. Dans le cadre européen, l'Italie est, donc, un des plus grands importateurs de produits laitiers et fromages. Son déficit s'élève à 2.555,9 milliards de

Tableau 17
COMMERCE EXTERIEUR DE PRODUITS LAITIERS ET FROMAGERS DE L'ITALIE
VERS LA C. E. E. (£ 1985)

A-importations

	(q.li) 1959-60	(mio £)	(q.li) 1969-70	(mio £)	(q.li) 1979-80	(mio £)	(q.li) 1985-86	(mio £)
Lait, crème de l., frais			527.981	3.635	13.486.565	321.852	19.933.309	969.466
Autres laits (en poudre et non)	Lait et beurre 29.835	5.044	1.832.979	39.200	2.860.671	244.381	2.412.752	397.933
Petit-lait, conservé			110.382	1.035	441.568	16.747	492.281	29.461
Beurre			364.937	35.262	421.755	104.976	619.358	192.493
Fromages	88.181	4.464	590.152	44.292	1.863.907	467.996	2.583.500	1.186.950
—dur et demi-dur	51.882	2.454	465.213	33.256	1.589.678	401.596	2.194.101	996.775
—pâte molle et frais	36.299	2.010	124.940	11.036	274.229	86.401	389.399	190.175
TOTAL	118.016	9.508	3.426.430	123.424	19.074.465	1.175.953	26.041.199	2.776.303

Source: Notre élaboration sur la base de données Istat et (14).

B-exportations

	(q.li) 1959-60	(mio £)	(q.li) 1969-70	(mio £)	(q.li) 1979-80	(mio £)	(q.li) 1985-86	(mio £)
Lait, crème de l., frais			2.255	56	18.594	897	24.253	2.554
Autres laits (en poudre et non)	Lait et beurre 308	16	3.933	340	4.442	706	24.810	11.524
Petit-lait, conservé			24	1	1.562	80	1.525	125
Beurre			204	11	11.449	3.489	50.713	24.462
Fromages	38.958	3.200	93.578	10.608	148.893	58.044	257.865	180.772
—dur et demi-dur	26.281	2.235	67.748	8.269	95.372	39.268	177.218	131.261
—pâte molle et frais	12.678	985	25.831	2.340	53.521	18.776	80.647	49.511
TOTAL	39.266	3.236	99.993	11.016	184.939	63.215	359.164	219.438

Source: Notre élaboration sur la base de données Istat et (7).

lires, qui correspond, comme susmentionné, à près de 48 millions en «é. l.»

Tant en termes qualitatifs que quantitatifs, la part la plus importante de ce déficit est certainement constituée par le lait et la crème fraîche. Les importations de cette catégorie de produits ont augmenté vertigineusement. Par exemple, en 1959-60, le déficit de la catégorie de certains produits, comme le lait et quelques autres produits frais et conservés (crème, lactosérum, beurre), était de 3.000 tonnes environ, correspondant à une valeur (en Lires 1985), de 52,8 milliards de lires. En 1985-86, le déficit dérivant du lait frais (et de la crème) seulement s'élevait à un peu moins de 2 millions de tonnes, pour une valeur légèrement inférieure à 1.000 milliards de lires (tableau 18).

Le déficit relatif aux fromages s'est accru de façon considérable, passant de 8.800 tonnes environ (correspondant à 2,5 milliard de Lires) à 260.000 tonnes environ (pour une valeur de plus de 1.186 milliards de Lires), avec une croissance excessive du déficit, dû à la catégorie de fromages à pâte dure et semi-dure. Globalement, le rapport entre exportations et importations est passé de 1:3 à 1:14,2.

Cette croissance remarquable s'est vérifiée au cours de la période entre 1960 et 1970-75, qui correspond, aussi, assez fidèlement à la première décennie d'application de l'organisation commune du marché de ces produits (le premier règlement organique remonte à 1968).

Les effets du Marché Commun

Les données concernant le créneau laitier-fromager italien sont controversées et présentent des évolutions contrastantes au niveau territorial.

Surtout par rapport à la situation européenne, le système productif national présente des défauts structuraux considérables, qui, en résumé, peuvent être rapportés aux dimensions moyennes limitées concernant non seulement la base de l'entreprise, mais aussi sa consistance. Les caractéristiques

environnementales du territoire donnent lieu, cependant, à des conditions inévitables remarquables, non seulement du point de vue de la production, mais surtout de la productivité et du rendement de l'élevage. C'est sur cette toile de fond que s'est déroulé l'adhésion de l'Italie à la CEE, avec l'adoption des règlements de marché qui s'appliquaient à ce secteur. A partir de 1968 (année où ce règlement est entré en vigueur), l'évolution du secteur a été principalement influencée par ces éléments.

L'Italie a dû, donc, faire face à la nécessité d'importer de grandes quantités de matière première et de produits transformés, qui étaient d'ailleurs indispensables à satisfaire les besoins intérieurs croissants, que la structure existante n'était pas à même de prendre complètement en charge. D'où le caractère complémentaire naturel entre la production intérieure et la production européenne (surtout française, allemande et hollandaise), caractère qui s'est immédiatement révélé. Cependant, cela n'empêche qu'il y ait des effets sur la structure de production. La production et la performance du créneau ont bénéficié d'améliorations considérables en Italie, qui n'ont pas permis, toutefois, d'atteindre les niveaux européens. Comme souligné par certains auteurs (4), ce phénomène a eu lieu à la suite d'une constante réorganisation du troupeau, tandis que dans d'autres pays européens grands producteurs, la taille des troupeaux est restée constante, en moyenne, ou a légèrement augmenté (11, pag. 142). On peut en déduire que l'effet sélectif déterminé par la concurrence du produit étranger a conduit à l'élimination progressive des élevages économiquement marginaux avec des effets plus immédiats dans les régions où la reconversion productive est réalisée plus facilement (la plaine et le Nord, en particulier, et ensuite les régions montagneuses). En réalité, la matière première est produite en Italie à des coûts plus élevés que dans le reste d'Europe (en moyenne, + 20 % par rapport aux coûts des autres pays producteurs), à cause des facteurs structuraux, du système d'élevage (généralement basé sur les céréales en Italie) et des dépenses de récolte élevées dues à la dispersion des élevages dans le territoire, comme déjà mentionné.

Tableau 18

DEFICIT NET DU COMMERCE EXTERIEUR PAR GROUPS DE PRODUITS (£ 1985)

	(q.li) 1959-60	(mio £)	(q.li) 1969-70	(mio £)	(q.li) 1979-80	(mio £)	(q.li) 1985-86	(mio £)
Lait, crème de l., frais			525.727	26.010	13.467.971	676.767	19.909.057	966.912
Autres laits (en poudre et non)	Lait et beurre		1.829.046	282.423	2.856.229	513.813	2.387.942	386.409.
Petit-lait, conservé	29.527	52.841	110.359	7.516	440.006	35.144	490.757	29.336
Beurre			364.733	256.193	410.306	213.997	568.645	168.031
Fromages	49.223	13.070	496.574	244.799	1.715.014	906.598	2.325.635	1.006.178
—dur et demi-dur	25.602	2.306	397.465	181.598	1.494.306	764.004	2.016.883	865.514
—pâte molle et frais	23.622	10.764	99.109	63.201	220.708	142.594	308.752	140.664
Déficit glogal	78.750	65.911	3.326.438	816.941	18.889.526	2.346.319	25.682.035	2.556.866

Dans le secteur de la transformation, les effets de cette situation sont considérés d'une manière cohérente. Une part considérable de l'offre intérieure (19 % environ contre 5-6 % dans le reste de l'Europe) est transformée à l'intérieur des exploitations agricoles. Le manque de spécialisation et de partage du travail entre production et transformation sont les autres éléments qui caractérisent, en le complétant, le cadre global du secteur.

En fin, il est significatif de noter l'adaptation illustrée, dans cette situation, par l'accroissement du nombre des installations de transformation de type artisanal (précédemment observé). Elles ont adopté des économies familiales plutôt que des économies d'échelles, en essayant de mettre en valeur une demande locale et typique. De l'autre côté, les grandes et moyennes entreprises sont progressivement sélectionnées et tendent à s'internationaliser, avec une présence croissante de capitaux étrangers (européens). Ce phénomène d'internationalisation est d'autant plus préoccupant en vue de l'imminente complète libéralisation du marché commun européen.

Les autres pays méditerranéens de la CEE

Portugal

Le Portugal est le pays de la CEE qui a les niveaux les plus bas de consommation individuelle de produits laitiers et fromagers. Ces niveaux ont, certes, augmentés; mais, en même temps, aussi bien la *population* que le *revenu* individuel (9) ont, eux aussi, augmenté. Au cours de la décennie 1976-1985, la population a augmenté d'un million d'habitants environ, correspondant à une croissance de 11 %. Le PIB/par habitant, à prix constants, a, contrairement, plus que doublé, dès 1976 jusqu'à aujourd'hui (1988), même en restant le plus bas à l'intérieur de la CEE.

En ce qui concerne la *consommation*, elle s'élève à plus de 52 kg/par personne, au total, selon les estimations les plus récentes. En faisant une comparaison entre cette valeur et celles des années précédentes (Tableau 19), on pourrait en déduire que la consommation a tendu à se stabiliser ou à fléchir légèrement, au cours de la dernière décennie, après avoir atteint, à cheval entre les années 60 et 70, les augmentations les plus significatives, notamment jusqu'au seuil de 200 %; (concernant la tendance générale, on peut tirer des conclusions similaires, en estimant les valeurs de consommation individuelle, considérées comme rapport entre la production et le nombre d'habitants, aussi à la lumière du fait que le Portugal est un importateur net). L'augmentation de la demande a comporté des changements importants dans le secteur productif. La *production* a plus que doublé pendant la décennie 1967-76, en atteignant des rythmes de croissance plus modestes dans la décennie suivante. L'augmentation de la *productivité* du bétail (+4,6 %) et, surtout, l'augmentation du troupeau élevé (7,9 %) ont contribué à la croissance de la production au cours de la deuxième période.

Tableau 19

PORTUGAL - DONNEES RECAPITULATIVES

	Années			
	1965	1976	1980-81	1985
Production (tonnes*000)	337	657	795	740
Consistance (têtes*000)	181	304	341	328
Rendements (quintaux/tête)	18,8	21,6	23,3	22,6
Consommation (Kg/personne)				
Lait	35,3	63,8	—	—
Fromages	2,5	3,2	—	—

	Classes selon la dimension (No. Têtes).				
	1-5	6-10	11-20	21-50	Plus de 50
Têtes de bétail élevées (% - 1976)	95,6	2,8	1,0	0,4	0,1
Dimension moyenne (Têtes/exploitations - 1979-80)	3,2				

Source: Notre élaboration (16), (18), (20), (21).

NB. (*) = Données de 1976.

Les adaptations de la production se sont vérifiées, toutefois, d'une façon différenciée sur le territoire, en confirmant un des *traits dominants régionaux* de la production.

En 1970, la production se concentrait en trois régions côtières du Centre—Nord: Zone de Ucal 30,1%, Beira Litoral 32,7%, Entre Douro y Minho 28,8%. Ces régions occupent à peu près la moitié du territoire. La croissance considérable de la production s'est vérifiée, pendant la période susmentionnée, surtout dans les deux régions du Nord, notamment Entre Douro et Beira Litoral. Elles se sont distinguées avec 36,6 et 41,0% respectivement, devenant, ainsi, les zones de production les plus importantes du pays. En 1979, elles produisaient, au total, 73,3% de lait.

La *structure* de la production demeure, toutefois, très fragmentée. En 1976, 95,6% des élevages comptait moins de 5 vaches laitières. Cette distribution influait sur la dimension moyenne, des élevages eux-mêmes, correspondant à 4,6 têtes/par exploitation. Aussi ces données, indiquent-elles, cependant, une tendance à l'élevage intensif. En effet, le rapport bétail/terre (*Nb. vaches laitières/100 ha. de terrain cultivable*) est passé de 6,7 à 7,2 au cours de la décennie 1976-85.

Selon plusieurs auteurs (20), les causes déterminantes de l'évolution du secteur ont été certaines interventions de politique agricole visées à la protection et au développement de l'élevage, mais surtout au développement de l'intégration

horizontale aussi bien que verticale, réalisée au moyen de la *coopération* dans les principales régions productrices susmentionnées. Ici, au cours de la période du plus grand développement productif (1970-1979), le mouvement coopératif comptait la quasi totalité de ses membres à niveau national (89%) et son incidence sur la récolte du lait est passée de 61,5 à 73,3%.

Il est intervenu à différents niveaux, dans l'effort de surmonter les limites structurales du système productif:

— La réalisation d'investissements communs (par exemple la traite mécanique). Cela a permis une innovation technologique du procédé productif, qui n'aurait, autrement, pas été possible, à cause de la remarquable fragmentation structurale.

— Le développement de services communs pour l'achat de moyens de production, l'assistance technique et financière, mais surtout l'organisation de la récolte et de la conservation du lait. Cela a eu une influence favorable, en augmentant le pouvoir de négociation du producteur individuel, tant au niveau de la demande de moyens techniques que de l'offre du produit.

Le développement de l'offre intérieure n'a pas été suffisant, toutefois, pour absorber la demande, surtout en ce qui concerne les produits transformés (lait conservé, beurre, fromages dans une mesure plus petite). Le niveau des importations a, donc, augmenté. Le déficit global de ces produits dans les années 1982-84 a été de 9,9 millions de dollars, correspondant à 0,99 \$/habitant.

Espagne

La consommation de produits laitiers et fromagers en Espagne est proche des niveaux moyens communautaires pour les produits frais, tandis, que, pour ce qui est du fromage et du beurre, elle est au dessous de ces niveaux. L'évolution de la consommation a été particulièrement significative pendant la décennie 1965-75. Au cours de la décennie suivante, la développement de la consommation a continué pour les produits frais et pour les fromages; en outre, on a eu une croissance de la part de matière première destinée à la transformation en fromages, d'après ce que les données du commerce extérieur laissent entendre.

L'accroissement de la consommation est dû à l'effet combiné de l'augmentation du revenu par personne et de la population. En ce qui concerne le revenu, il a plus que triplé durant la période 1965-75 (+ 242%) et il a un peu plus que doublé dans la période 1976-85 (+ 128%). Pendant la première décennie, la population a augmenté de 3,4 millions d'habitants (+10%) et de 3,1 millions d'habitants, dans la deuxième décennie (+8,5%). On peut, donc, penser que l'augmentation de la consommation dépend, surtout pendant la première période, de l'effet revenu, en particulier, qui a aussi provoqué une différenciation de la consommation vers des produits plus riches, tels que les fromages. Les valeurs du solde du commerce extérieur, comparées entre elles, sont purement indicatives. La dépendance de l'étranger, en ce qui concerne le lait a diminué de plus de 1/3, entre la moitié des

Tableau 20
ESPAGNE - DONNEES RECAPITULATIVES

	Années			
	1961-5	1975	1980	1984
Production (tonnes*000)	3.038	5.130	5.984	6.438
Consistance (têtes*000)	1.497	1.744	1.838	1.887
Rendements (quintaux/tête)	20,3	29,4	32,6	34,1
Consommation (Kg/personne)				
Produits frais	68,1	102,4	—	119,0
Fromages	1,6	2,4	—	—
Production (%) destinée à transformation en:				
Fromages	30,7			42,6
Beurre	23,4			14,3
Têtes de bétail élevés (No. vaches laitières/100 has)			6,4	6,9
Dimension moyenne (No. Têtes/exploitation - 1979-80)			5	

Source: Notre élaboration (17), (18), (21).

années 70 et 80. Du point de vue de la quantité, le solde négatif du beurre est resté pratiquement constant, tandis que celui des fromages a presque doublé (en valeur de devise courante).

Le solde négatif des importations s'élève à 2,8 \$/par habitant, en moyenne, pendant la période 1982-84.

Le système productif n'est pas encore à même de satisfaire complètement les besoins intérieurs, surtout pour ce qui est des produits transformés, bien que l'Espagne soit presque autosuffisante pour certains produits (les importations nettes de lait frais correspondent à 0,8% de la production, en 1984).

La production est réalisée par des entreprises de petite et moyenne taille et elle est concentrée dans certains régions du pays, et notamment: les régions du Nord-Est (Galice, Asturies, Cantabrie) qui élèvent 53,4% du cheptel bovin laitier, sur une surface qui représente 5,2% du terrain cultivable du pays.

Grèce

Dans la cadre européen, la Grèce se situe au rang des pays qui consomment les quantités les plus élevées de fromage, d'une part, et les quantités les plus réduites de lait et beurre, de l'autre. Parmi les pays pris en considération, la Grèce est, probablement, le pays moins voué à la production de lait de vache, à cause de raisons évidentes environnementales et climatiques, mais elle joue un rôle essentiel dans la production de lait de chèvre et brebis. Celle-ci correspond,

Tableau 21
GRECE - DONNEES RECAPITULATIVES

	Années			
	1961-5	1975	1980	1984
Production (tonnes*000)	406	763	685	664
Consistance (têtes*000)	424	515	369	369
Rendements (quintaux/tête)	9,4	14,8	18,6	18,8
Consommation (Kg/personne)				
Lait	—	—	—	65
Fromages	—	15	—	20
Taille moyenne (tête/expl.)	1,9	2,8	2,8	3,4

Source: Notre élaboration (18), (21).

N.B.: les années où la taille moyenne a été calculée sont: 1966-67, 1977, 1979-80, 1985.

du point de vue de la quantité, à peu près à celle du lait de vache, mais elle est presque complètement transformée en fromage. Pour ce produit, donc, le taux d'autoapprovisionnement est proche de 100, tandis que pour le beurre et le lait frais il est plus bas (93,5 et 89,2).

Au cours de la première décennie, la production de lait de vache a augmenté sensiblement; ensuite elle s'est stabilisée sur des niveaux légèrement inférieurs aux niveaux historiques plus élevés. Apparemment, ce phénomène est attribuable dans une plus grande mesure à l'augmentation de rendements plutôt qu'à l'augmentation des têtes de bétail élevées. L'accroissement de la productivité a coïncidé, au niveau structural, avec l'augmentation de la taille moyenne des élevages, qui reste, en tout cas, la plus réduite dans le cadre de la CEE.

L'accroissement de la demande est dû à la croissance de la population (+ 6% dans la première période, + 9,9%, dans la deuxième) et du revenu (respectivement + 158% et + 100%). A cet accroissement n'a pas correspondu une hausse de l'offre intérieure, qui est restée insuffisante; d'où la nécessité croissante de s'adresser aux importations. Au cours des années 1974-76, le lait (condensé, en particulier) était responsable de la quasi totalité du déficit net du secteur. Ce déficit était contrebalancé du solde positif des exportations de fromage. Pendant la période 1982-84, le déficit a sensiblement augmenté, à cause du lait (maintenant dû également au lait frais); d'autre part, le secteur des fromages a, lui aussi, enregistré une forte hausse du déficit. Actuellement, les importations nette de produits laitiers et fromagers s'élèvent à 2,0 \$/par habitant, environ.

Considérations de synthèse

L'analyse du secteur laitier et fromager des quatre pays de la CEE, choisis parmi ceux avec les traits méditerranéens

les plus prononcés, a été réalisée selon des niveaux d'approfondissement différents. Malgré cela, d'intéressantes similarités ont été mises en évidence.

— En premier lieu, il faut noter que la définition «méditerranéenne» appliquée à la situation globale de chaque pays est approximative. Le Portugal, bien qu'il ne donne pas sur le Mer Méditerranée, est inclus, d'habitude, dans la «question méditerranéenne», avec l'Espagne, l'Italie et la Grèce. Dans cette étude, on n'entend pas traiter l'aspect définition de ces régions. Au delà des traits géographiques, climatiques et agronomiques souvent soulignés, ces régions affichent souvent des affinités économiques et structurales. On retient, donc, la définition communément choisie en soulignant, cependant, la variabilité des conditions intérieurs (même seulement du point de vue du climat), qui ont une influence particulière sur l'élevage des vaches laitières. En réalité, une forte concentration de la production laitière a été observée partout: au Nord de l'Italie, au Nord-Est de l'Espagne, dans les régions atlantiques au Centre-Nord du Portugal. Pas moins de 50% de la quantité de têtes de bétail et/ou de la production de lait, par rapport au total national, est concentré ici. Il s'agit évidemment des régions qui ont une vocation plus prononcée pour la production laitière, à cause de leurs caractéristiques climatiques et territoriales. Ce sont, donc, les régions avec les traits méditerranéens les moins marqués.

— En deuxième lieu, il y a une analogie de comportement du consommateur vis-à-vis des produits du secteur. La consommation a augmenté partout, même si avec des différences entre un pays et l'autre. Il est difficile d'analyser ce phénomène dans tous les pays, en détail, à cause de l'insuffisance de données homogènes et continues. On peut, toutefois, constater des augmentations relativement plus considérables concernant la catégorie des fromages en Espagne (approximativement pendant la période 1965-75) et la catégorie du lait frais au Portugal (idem). Pendant la même période, les niveaux de production intérieure, par rapport au nombre d'habitants, ont augmenté, avec des hausses variables mais soutenues, comprises entre 50 et 86%. Au cours de la période suivante (à cheval, entre la moitié des années 70 et 80), la production globale a augmenté en Espagne et au Portugal, tandis qu'elle a diminué en Grèce. Par rapport au nombre d'habitants, son niveau ne s'est élevé qu'au Portugal (et en Italie). De ce point de vue, il est impossible d'analyser les différences de consommation. On peut, néanmoins, relever que pendant ce temps, les importations ont sensiblement augmenté: au Portugal, pour ce qui est du lait, et en Espagne et en Grèce, concernant les fromages. Cela est suffisant pour évaluer la croissance de la consommation, mais non pas pour en analyser les différences.

— Cependant, un autre trait commun aux pays en question s'impose: notamment l'insuffisance de l'offre intérieure par rapport à la demande croissante, d'où la nécessité d'avoir recours aux importations. Au cours de la période 1974-76/1982-84, le solde du commerce extérieur, rapporté au nombre total d'habitants a considérablement augmenté en Grèce et en Italie, tandis qu'il est resté presque constant au Portugal et en Espagne (tableau). Si on l'analyse, en le rapportant à chaque catégorie de produits, on

peut observer une croissance très importante (en termes de quantité et valeur) pour le lait au Portugal, en Italie, etc. en deuxième lieu, en Grèce; pour le fromage en Grèce et en Espagne. Ici le solde a baissé pour le lait, tandis, qu'au Portugal, il a baissé pour les fromages.

— Au niveau structural, on doit constater une *insuffisance généralisée du système productif*, résumée dans la notion de la taille moyenne des élevages: vers 1980, elle oscillait entre 2,8 têtes de élevages grecs et 7,9 de ceux italiens (qui comptent, néanmoins, jusqu'à 5,5 têtes au Sud de la péninsule). Il s'agit des valeurs les plus basses du cadre européen, qui ont donné, quand même lieu à des performances productives non négligeables, comme par exemple en Italie et au Portugal, grâce surtout à des solutions visant à l'organisation (de la production, au Portugal) et au marché (mise en valeur des produits typiques, en Italie).

— Ces stratégies ne donnent, cependant, qu'une réponse partielle au problème de l'approvisionnement en lait de vache. Cette considération est essentiellement basée sur l'analyse du secteur italien, mais pourrait être valable, par un bon degré d'approximation, également pour d'autres situations similaires. L'adaptation structurelle de la capacité productive des élevages s'effectue très lentement, surtout en ce qui concerne les *zones méridionales* (qui sont les régions méditerranéennes les plus typiques et, donc, les plus similaires aux autres pays pris en considération). Jusqu'à présent, le développement structural, bien qu'il implique des temps assez longs et des coûts élevés, s'est révélé insuffisant pour satisfaire la demande locale.

Comme déjà mentionné, c'est justement au Sud que la demande augmente à des rythmes très élevés et nécessite donc, au moins dans le cas de l'Italie, un transfert de grandes quantités de produit, aussi bien italien qu'étranger. Il est donc peu probable que le Midi puisse contribuer dans une mesure significative à la réduction du déficit laitier et fromager sur une grande échelle. Il semble être, d'autant plus vrais, si l'on considère que la matière première produite au Centre et au Nord de l'Europe est beaucoup plus compétitive.

Cette analyse se différencie, toutefois, légèrement, par rapport au secteur de la transformation. Le caractère typique régional des produits, leur image auprès des consommateurs et la technique particulière de production sont, peut être, les facteurs sur lesquels il faut miser, dans le but d'assurer la mise en valeur de l'offre intérieure insuffisante.

Notes

1. A Lire 1985. Aussi pour la suite, sauf différemment indiqué.
2. Si l'on fait une estimation à la valeur courante de la Lire, ce phénomène atteint des proportions plus élevées, car l'incidence de la consommation alimentaire passerait, ainsi, de 45,4 à 27,3%.
3. L'équivalence a été calculée, considérant un rendement moyen de fromage de 10% et de beurre de 4%. Ces coefficients sont certainement trop approximatifs et devraient être calculés par rapport au rendement de chaque variété de fromage. Toutefois, ils ont été employés dans cette étude avec un but purement indicatif et explicatif.

4. En 1984, avec un PIB/habitant équivalent à 100, les niveaux suivants ont été enregistrés dans les trois circonscriptions: Nord = 125,9 - Centre = 101,4 - Sud = 70,0.

5. On a calculé les importations brutes de lait en poudre. Une fois déduit celles-ci, la valeur donnée baisse à 4,38 millions de tonnes en é.l. (équivalent lait).

6. La margarine et le beurre sont consommées à de très bas niveaux dû à l'absence d'un développement significatif. Cela est déterminé par la concurrence des produits végétaux, en particulier de l'huile d'olive, dans le secteur de matières grasses. Concernant la crème, il n'y a pas de données fiables, bien que l'on pense que la consommation individuelle soit autour de 0,5 Kg/an. avec un taux de croissance de 2-3%. Les dessert sont nettement en baisse et leur développement dépend de l'innovation des produits.

7. En 1965, la consommation était composée par 84,2% de lait pasteurisé et 15,8% de lait à longue conservation. En 1975, les rapports sont: 58,9% l. pasteurisé et 41,1% l. stérilisé. De 1980 à 1985 il y a une nouvelle tendance vers la consommation de lait pasteurisé.

8. Evaluation nette du lait destiné aux veaux.

Les évaluations concernant la production de lait en Italie sont très discutées. La différence entre les nombreuses sources (statistiques officielles nationales, associations de producteurs, études ad hoc) est de 10 - 15%. Cela n'a pas beaucoup d'importance ici, parce qu'on analyse plus attentivement les tendances de fond de la production, où les différences relevées n'ont qu'une importance purement conjoncturelle.

9. L'indice qu'on va adopter dès maintenant pour la revenu est le produit Intérieur Brut par personne, à prix constant (22 — No. 33, Juillet, 1987)

Bibliographie

1. ISTAT: *L'elasticità dei consumi nel 1983 in base all'indagine sui bilanci di famiglia*. Roma, 1985.
2. ISTAT: *I consumi delle famiglie*. Roma, annate varie.
3. INEA: *Il settore lattiero caseario in Italia*. Il Mulino - Bologna, 1985.
4. INEA: *Il mercato lattiero in Italia*. Il Mulino - Bologna, 1980.
5. MESSORI-VEZZANI: «La domanda al consumo di formaggio Grana Parmigiano Reggiano: un'analisi empirica comparata». *Riv. Econ. Agr.*, n.° 3/1987.
6. ISTAT: *Censimento Generale dell'Agricoltura*, Anni 1970, 1981.
7. ISTAT: *Annuario del commercio con l'estero*, Roma, annate varie.
8. ISTAT: *Annuario della zootecnica, caccia e pesca*. Roma, annate varie.
9. ISTAT: *Sommario di statistiche storiche 1926-1985*.
10. INEA: *Annuario dell'agricoltura italiana*. Roma, annate varie.
11. EUROSTAT: *Structure des exploitations. Enquête de 1983: principaux résultats*.
12. E. R. C. STATISTIC INTERNATIONAL LTD.: *Growth Opportunities in the European Dairy Market. Italy*. Londra, 1987, Off. Pub. Off. Comm. Europ., Luxembourg, 1986.
13. ARAGRANDE, M.: *La produzione di latte in Italia 1960-1983*, Istituto di Economia e Politica Agraria. Bologna, 1984 (ciclostilato).
14. MALORGIO, A.: *Il settore lattiero caseario italiano: strutture localizzazione e gruppi industriali*, Istituto di Economia e Politica Agraria. Bologna, 1988 (ciclostilato).
15. EUROSTAT: *Statistica dei prezzi agricoli*. 1981.
16. CCE: «Gli aspetti agricoli dell'ampliamento della Comunità Europea. Portogallo», serie *Europa Verde*, n.° 190, Uff. Pubbl. Uff. li della C.C.E., Lussemburgo, 1981.

17. CCE: «Gli aspetti agricoli dell'ampliamento della Comunità Europea. Spagna», serie *Europa Verde*, n.º 174, Uff. Pubbl. Uff. li della C.C.E., Lussemburgo, 1981.

18. F. A. O.: *F. A. O. Productiun Yearbook*, annate diverse, FAO, Roma.

19. F. A. O.: *F. A. O. Trade Yearbook*, annate diverse, FAO, Roma.

20. DE CARVALO, A.; BARROS, V.C.; ROCHA, J. R. y ROLO, J. C.: «L'intensificazione della produzione lattiera nelle regioni del minifondo in Portogallo» in *Questione Agraria*, n.º 13/1984.

21. CUFFARO, N.: «Le agricolture di Grecia, Spagna e Portogallo e il loro inserimento nella CEE», in *Rivista di Economia Agraria*, n.º 3/1984.

22. C. C. E. *Econoimia Europea*, annate varie, Uff. Pubbl. Uff. li della C. E. E., Lussemburgo.